

La relance du désir

Réenchanter le monde. La valeur esprit contre le populisme industriel, de Bernard Stiegler. Flammarion, 175 p.

Frédéric Rondeau

Numéro 216, septembre–octobre 2007

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/10324ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (imprimé)

1923-3213 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Rondeau, F. (2007). La relance du désir / *Réenchanter le monde. La valeur esprit contre le populisme industriel*, de Bernard Stiegler. Flammarion, 175 p. *Spirale*, (216), 34–37.

La relance du désir

RÉENCHANTER LE MONDE. LA VALEUR ESPRIT CONTRE LE POPULISME INDUSTRIEL

de Bernard Stiegler

Flammarion, 175 p.

par FRÉDÉRIC RONDEAU

Les récentes élections présidentielles françaises ont constitué une « petite catastrophe démocratique », l'arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy n'étant que le contrecoup d'un choc plus grand. C'est du moins ce que prétend Bernard Stiegler dans l'un de ses plus récents essais, *La télécratie contre la démocratie* : « cette élection présidentielle semble ne pas offrir de choix : elle ne parvient à représenter et à mettre en scène aucun véritable antagoniste ». S'il existe bien des différences entre Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy, l'absence de véritable « antagonisme » tiendrait au fait qu'aucun des deux candidats n'a proposé de moyens pour lutter contre la sclérose de la démocratie. Pour Stiegler, en effet, la situation actuelle se caractérise par une *défilialisation* de la communauté et, par conséquent, par la perte du désir démocratique. « Or, ajoute Stiegler, Aristote enseigne que le désir est la condition de la vie politique. » Ségolène Royal aura bien perçu ce malaise en faisant campagne sur le thème de la « démocratie participative » et en proposant — en citant Jacques Rancière — de « rendre à ce mot [démocratie] sa puissance de scandale. Il a d'abord été une insulte : la démocratie, pour ceux qui ne la supportent pas, est le gouvernement de la canaille, de la multitude, de ceux qui n'ont pas de titres à gouverner ». Cependant, en ne présentant ni réflexion ni véritable moyen pour transformer les institutions démocratiques actuelles, Ségolène Royal, selon Stiegler, s'est adressée à la souffrance du désir (en le manipulant), plutôt que de chercher à remédier à ses maux.

La « catastrophe démocratique » consiste en l'assujettissement de la plupart des démocraties industrielles à ce que Stiegler nomme la « télécratie ». Cette dernière exploite les médias de masse comme un ensemble de dispositifs de contrôle de l'opinion. Il s'agit, en ce sens, d'une manifestation de ce que le philosophe nomme la « populisme industriel » et

qui cherche à tirer « les individus vers des comportements de masse » afin d'en soutirer une plus-value financière.

Stiegler — dont l'œuvre interroge le rapport unissant technique et ontologie — postule que le populisme ne serait pas d'origine politique mais industrielle. Plutôt que de demeurer à l'affût des nouveaux lieux de rassemblement, d'échanges et de production du commun, la politique aurait emprunté les outils du marketing en ne s'adressant plus à des citoyens, mais à des consommateurs. La télécratie — comme domination de l'économique sur le politique — constitue une preuve de l'épuisement du capitalisme qu'il qualifie de « pulsionnel ». Dans sa phase actuelle, le capitalisme ne parviendrait plus, selon lui, à créer du désir, mais uniquement de la pulsion. Or, « plus que toute autre énergie, c'est la libido comme pouvoir de transformation qui fait fonctionner le capital : ce n'est pas le pétrole, le charbon, l'uranium [...] qui font "marcher" le capitalisme, ce n'est même pas l'intelligence [...] c'est le désir qui constitue l'énergie capitaliste, c'est-à-dire son dynamisme », écrit-il dans *Réenchanter le monde. La valeur esprit contre le populisme industriel*.

Tout se passe, en fait, comme si l'exploitation capitaliste du désir — son ascendant et son autorité sur « la vie de l'esprit » (au sens d'Hannah Arendt) — atteignait actuellement sa limite. Ce contrôle du désir (qui cesse alors d'être tel à la faveur de la « pulsion »), passe notamment par les injonctions des différents médias de masse (radio, télévision, cinéma), mais aussi par la prédominance d'un discours politique stérile — profitant du désir en souffrance —, qui a pour effet l'aplatissement des consciences et la « baisse de la valeur esprit », comme l'écrit Stiegler à la suite de Paul Valéry. « [En] notre début du XXI^e siècle — où les objets communicants poursuivent les temps de cerveaux disponibles où qu'ils aillent, du lever

au coucher — s'est imposé un capitalisme que l'on dit tantôt "culturel", tantôt "cognitif", mais qui est avant tout l'organisation ravageuse d'un populisme industriel tirant parti de toutes les évolutions technologiques pour faire de la conscience, c'est-à-dire du siège de l'esprit, un simple organe-réflexe : un cerveau rabattu au rang d'ensemble de neurones, tels ceux qui contrôlent le comportement des limaces. Un tel cerveau dépouillé de sa conscience est ce qui peut devenir une simple valeur marchande (qui ne cesse cependant de baisser, qui vaut de moins en moins cher — et qui ne vaudra bientôt plus rien) sur le marché des audiences. »

Il semble que nous assistions à un déraillement du capitalisme opéré par lui-même : ne parvenant qu'à puiser dans les pulsions plutôt que dans le désir. Cette situation s'expliquerait dans l'écart qui existe actuellement en France entre le modèle industriel présent et la plus récente phase du capitalisme occidental. Nous n'utilisons maintenant, tant au plan politique qu'économique, les outils du « capitalisme cognitif » que dans une seule perspective d'exploitation et non de développement. Dans ce que l'on désigne sous le terme de capitalisme cognitif, culturel ou immatériel, il faut d'abord entrevoir l'apparition d'une forme de production qui tire sa plus-value du savoir humain (lire à ce sujet Yann Moulier-Boutang dans *Le capitalisme cognitif. La nouvelle grande transformation*; Éditions Amsterdam). Ce mode de production basé sur la « société du savoir », les technologies de pointe, les médias et Internet, entraîne des possibilités considérables d'amélioration des conditions de vie (médecine, communication), mais aussi de nouvelles formes de contrôles. Stiegler en appelle à une révolution de la politique industrielle qui permettrait un rehaussement de la « valeur esprit ». En évitant de céder à la tentation des technologies de contrôle (traçabilité des comportements de l'utilisateur sur Internet, que l'on retrouve notamment sur le site d'Amazon), Internet

pourrait devenir un véritable exemple de ce que le philosophe nomme, après Gilbert Simondon, la « transindividuation ». La croyance de Stiegler en un devenir-technique est inébranlable et constitue pour lui le véritable avenir du capitalisme : « La question est ainsi posée d'un nouvel esprit du capitalisme, et d'un nouvel âge industriel, d'une renaissance industrielle qui soit capable de constituer une nouvelle organisation sociale reposant sur une mise en œuvre des technologies cognitives et culturelles au service de l'élévation du niveau de la vie sociale, c'est-à-dire spirituelle. »

Une nouvelle politique industrielle devrait par conséquent se fonder sur les « milieux associés » et adopter un modèle inspiré du logiciel libre. Il faut, en ce sens, provoquer un renversement du modèle producteur / consommateur, unidirectionnel et actuellement dominant, pour se tourner vers le modèle du réseau, du schéma participatif, qui est à la base du logiciel Linux et du Web 2.0.

Divergences

La nécessité, pour Bernard Stiegler, de créer de nouveaux lieux du commun, se trouve aussi au centre de la pensée — néanmoins distincte — d'Antonio Negri. Évoquons par exemple l'importance que les deux auteurs accordent aux singularités et à leur processus de transformation (que Stiegler nomme « transindividuation » après Simondon et que Negri nomme « potentia » — puissance — à la suite de Spinoza). Tous deux partagent la conviction de faire partie d'une période de transition au niveau de l'économie politique. Le « capitalisme cognitif » apparaît dans leurs écrits comme une des transformations déterminantes de notre époque. Ces œuvres s'appliquent, chacune à leur façon, à en saisir les possibilités et à définir les lieux de résistance qu'appelle ce nouveau mode de production. Le transfert d'une organisation de la production basée sur le temps de travail, à une autre, fondée sur l'imagina-

tion des singularités, constitue un déplacement sans précédent et pose d'emblée deux problèmes majeurs : celui de la domination du travail sur la vie et celui de sa valeur, qu'on arrive difficilement à mesurer. C'est sur ce point que Stiegler et Negri présentent les divergences les plus marquées. Pour Negri, le capitalisme cognitif fournit, par la mise en réseau notamment, des armes à l'organisation de la multitude et exige que l'on repense le commun à partir des singularités et non l'inverse. Plus concrètement, ce dernier considère qu'une des façons de pallier la non-mesurabilité du temps de travail serait la mise sur pied d'un revenu minimal garanti (voir à ce propos Antonio Negri, *Empire; Exils et Marx au-delà de Marx*; l'Harmattan). Pour Stiegler, le drame actuel — et l'une des raisons de la domination de la télécratie — se situe plutôt dans le fait que l'organisation du « capitalisme cognitif » n'est pas encore présente dans sa forme institutionnelle et qu'il faut, par conséquent, la faire advenir. « On nous dit aujourd'hui qu'un nouveau type d'économie est en train d'émerger, dont les entreprises de services sont un élément de base, reposant sur une industrie de la connaissance, formant un capitalisme cognitif que l'on qualifie aussi de "culture", et fondant une nouvelle forme de société, la société de savoir. Or, cette nouvelle économie basée sur le savoir et tant attendue n'advient pas. Et elle n'advient pas tant que perdurera le modèle industriel caduc qui repose sur une économie de milieux associés. L'économie des milieux dissociés se

maintient aujourd'hui parce que les rentes de situation de grands acteurs économiques tirent précisément leurs profits de cette dissociation et n'ont pas intérêt, à court terme, à voir le monde changer. Ils ont pourtant tort à long terme y compris pour leurs propres intérêts : ce système, dont ils profitent à outrance en se faisant par ailleurs une guerre économique dont les victimes économiques "civiles" subissent les conséquences néfastes par milliards dans le monde entier, est devenu irrévérablement autodestructeur. »

L'émergence de ce modèle industriel permettrait de repenser, tout comme chez Negri, la constitution d'un commun fondée sur la production des singularités. Fondamentalement, l'abolition de la mesurabilité du temps de travail, quant à elle, ne se pose pas comme un problème chez Stiegler, puisqu'il faut imaginer le circuit de production du « capitalisme cognitif » comme étant aussi un circuit de production de soi et de liberté. La seule évolution positive du capitalisme, sa survie à long terme, ne peut se situer, pour le philosophe, que dans une telle « relance du désir ».

C'est à la promotion et au développement de ce projet que Bernard Stiegler — accompagné de Catherine Perret, Caroline Stiegler, Georges Collins et Marc Crépon — a fondé l'association Ars Industrialis (Association internationale pour une politique industrielle des technologies de l'esprit). L'association — qui organise notamment un séminaire au Collège international de Philosophie — agit

comme un laboratoire (dans lequel est entre autres convoquée la pensée de Jacques Derrida, de Gilbert Simondon et de Gilles Deleuze), ayant pour objectif de créer de « nouvelles armes », selon l'expression de ce dernier. L'étude des conséquences du populisme industriel, mais encore davantage des lieux et des techniques d'une éventuelle « relance du désir contre l'organisation pulsionnelle du capitalisme », constitue le projet d'Ars industrialis. Radio, télévision, cinéma, ordinateurs constituent les « technologies » auxquelles les conférences, textes et ouvrages émanant de ce groupe s'intéressent en premier lieu. À partir de la notion d'« individuation psychique et collective » proposée par Simondon, Stiegler considère que l'individuation et la création de la *philia* se forment grâce à ces « instruments spirituels ». L'investissement de ces technologies par le populisme industriel les transforme en technologies de contrôle et court-circuite les lieux de la transindividuation créateurs de la *philia*.

Si Stiegler dénonce le capitalisme actuel dans lequel il voit la cause de la dissociation ambiante, sa solution vise non pas à s'en échapper, mais plutôt à le transformer : « C'est pourquoi il faut en effet que le capitalisme (qui n'a pas à ce jour d'alternative crédible) œuvre pour l'augmentation de la valeur esprit et contre la déchéance que constitue le populisme industriel qui le "tire par le bas" ». Dénonçant les politiciens qui refusent de débattre de la question du populisme industriel, Stiegler

s'adresse néanmoins à eux (« Lettre ouverte aux représentants politiques »). Cette situation paradoxale demande ainsi aux dirigeants politiques de repenser le modèle industriel actuel, alors que, comme le montre Stiegler, ces derniers bénéficient des outils du populisme industriel afin d'accéder au pouvoir.

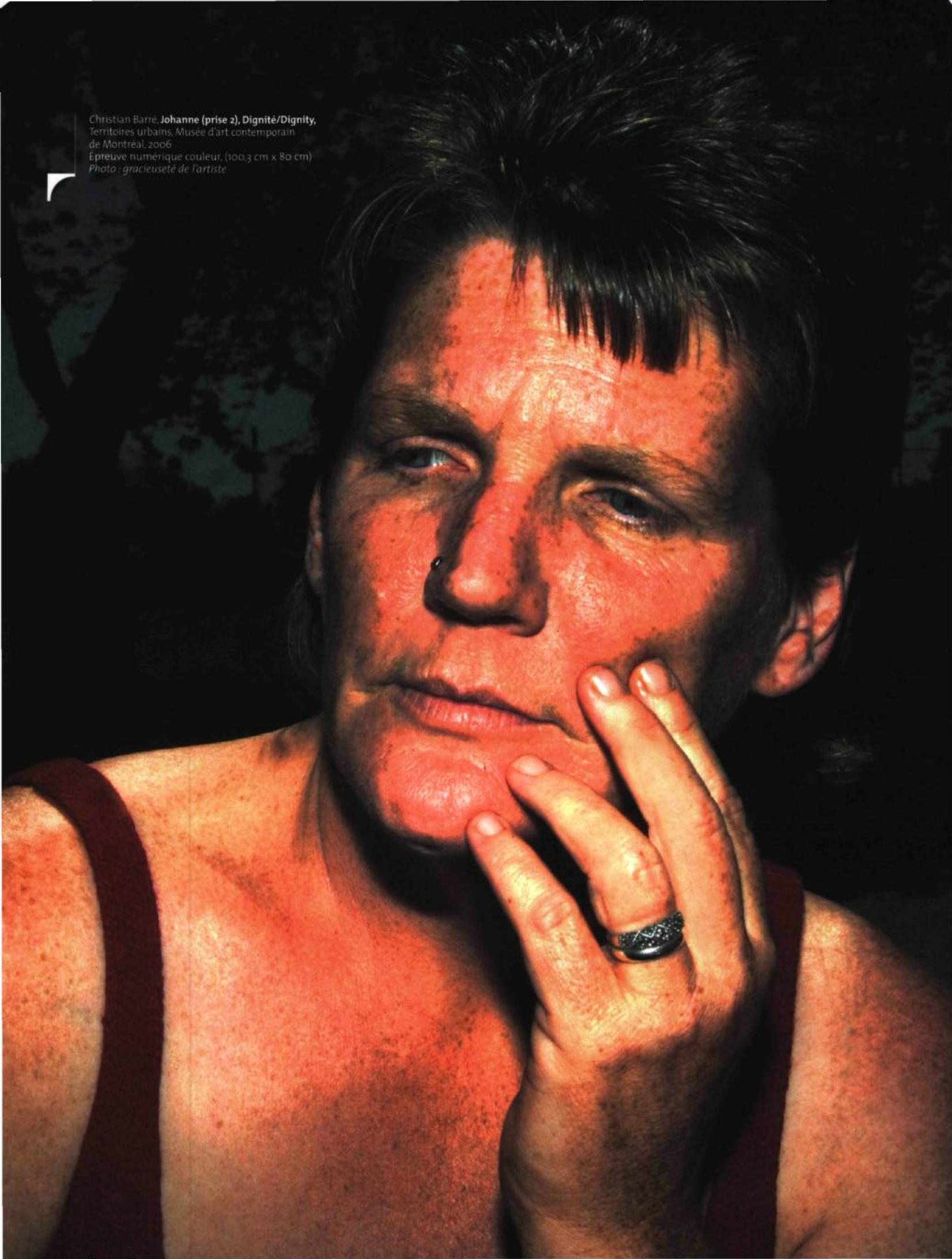
La position d'Ars industrialis face au « nouvel esprit du capitalisme » (Boltanski, Chiapello) rappelle la « Troisième voie » théorisée dans les années 1990 par Anthony Giddens et qui désigne une forme de compromis entre le néo-libéralisme et un État plus interventionniste. Ce « capitalisme à visage humain » constitue pour plusieurs une résignation, dans la mesure où il consiste à accepter l'absence de solution de rechange à la globalisation actuelle : « [L]'idée de Troisième Voie est qu'il n'existe pas de Seconde Voie, qu'il n'existe aucune alternative au capitalisme global » (Slavoj Žižek, *Que veut l'Europe?*; Flammarion). L'œuvre de Bernard Stiegler présente néanmoins une réflexion incontournable sur notre temps. Si « faire la révolution consiste essentiellement à poser qu'une époque est révolue, qu'il faut passer à autre chose » (*Philosophe par accident*; Galilée), il faut prendre les armes que nous offre Stiegler et penser avec elles. ☉

1. Bernard Stiegler, *La télécratie contre la démocratie. Lettre ouverte aux représentants politiques*, Paris, Flammarion, 2006, p. 13. Voir, dans ce numéro, l'article que Filippo Palumbo consacre à cet ouvrage dans le cadre du dossier « La démocratie... Et après? ».

Christian Barré, *En soi*, Supra rural, Granby, 1999-2000
Image argentique transfert sur duratrance, (152,4 cm x 152,4 cm)
Photo : gracieuseté de l'artiste



Christian Barré, *Johanne (prise 2)*, Dignité/Dignity,
Territoires urbains, Musée d'art contemporain
de Montréal, 2006
Épreuve numérique couleur, (100,3 cm x 80 cm)
Photo : gracieuseté de l'artiste



Christian Barré, *Johanne (prise 2), Dignité/Dignity*,
Territoires urbains, Musée d'art contemporain
de Montréal, 2006
Épreuve numérique couleur, (100,3 cm x 80 cm)
Photo : gracieuseté de l'artiste

